

## Rapport de mission

<b>Objet</b>	Non-conférence AGX
<b>Lieu et dates</b>	Nairobi, Kenya – du 23 au 24 juillet 2025
<b>Membre du personnel de l'OIC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lavinia Gasperini, Jeune experte associée, Durabilité et partenariats</li> </ul>
<b>Objet du voyage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participer à la non-conférence l'AGX</li> </ul>
<b>Pertinence par rapport au Plan d'action quinquennal/Programme des activités</b>	<p><b>Plan d'action quinquennal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>But stratégique II</b> : Utiliser le pouvoir de mobilisation de l'Organisation pour offrir un espace de dialogue entre les secteurs public et privé et en leur sein</li> <li><b>But stratégique III</b> : Faciliter l'élaboration de projets et de programmes de promotion par le biais de partenariats public-privé</li> </ul> <p><b>Résultats et produits livrables attendus du Programme des activités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>II.A.3 Consultations et défense des intérêts pour accroître l'engagement des Membres de l'OIC, du secteur privé/d'autres parties prenantes dans le GTPPC et la réalisation de la feuille de route</li> <li>II.A.6 Impliquer les OIG, les IFI et les ONG dans les événements de l'OIC et leur participation à des événements externes</li> <li>II.A.9 Programmes de sensibilisation, manifestations spéciales et documents d'information</li> </ul>

## APERÇU

### 1. Non-conférence AGX

La non-conférence AGX a été convoquée à Nairobi, au Kenya, par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (*Consultative Group on International Agricultural Research* – CGIAR), la Fondation Gates, la GIZ, l'Alliance pour l'intégration numérique dans les chaînes d'approvisionnement agricoles (*Digital Integration of Agricultural Supply Chains Alliance* – DIASCA) et DevGlobal. L'événement avait pour thème « L'infrastructure publique numérique (IPN) et l'intelligence artificielle (IA) dans l'agriculture : un avenir plus efficace ». Il a été conçu et animé comme un rassemblement dirigé par les participants. Différentes parties prenantes y ont participé, parmi lesquelles des producteurs, des

technologues, des chercheurs, des législateurs et des investisseurs, pour discuter de la manière dont l'IPN et l'IA peuvent être exploitées pour propulser l'avenir de l'agriculture vers des systèmes plus efficaces, plus inclusifs et plus résilients. L'événement s'est articulé autour de discussions ciblées sur l'Afrique subsaharienne, en particulier au sujet du café kenyan, et l'Asie.

En utilisant des formats interactifs, les participants ont été invités à découvrir des informations et à élaborer des stratégies réalisables pour renforcer les écosystèmes numériques et alimentés par l'IA qui favorisent la transformation durable des systèmes agroalimentaires.

La jeune experte associée y a assisté dans le cadre des travaux menés au sein du Groupe de travail public-privé sur le café et plus particulièrement pour soutenir les actions conjointes du Domaine technique de travail 3 sur le Règlement de l'Union européenne sur la déforestation (RDUE).

## CONCLUSIONS / PRINCIPAUX RÉSULTATS

1. La jeune experte associée a participé aux sessions de la non-conférence afin de recueillir des informations détaillées et de connaître les dernières tendances et évolutions dans l'IPN et l'IA. Elle a également pris part à plusieurs conversations avec les parties prenantes du café du Kenya et d'autres pays d'Afrique pour discuter des problèmes actuels.
2. La non-conférence AGX 2025 était le premier rassemblement d'une série de « non-conférences » et la réunion suivante était prévue pour octobre 2025 à Bangalore, en Inde.
3. En ce qui concerne l'interaction entre IPN et IA, les principales considérations/questions soulevées portaient sur :
  - (a) **Qualité des données** : il n'existe actuellement aucune norme commune relative à l'exactitude des données.
  - (b) **Inclusivité** : de nombreuses personnes restent exclues de la création et de l'accès aux données.
  - (c) **Confiance** : de nombreuses personnes, en particulier les producteurs, ne savent pas vraiment comment sont collectées, utilisées et partagées leurs données, ou quelle valeur elles génèrent pour elles. Les discussions ont porté sur l'importance de sensibiliser, de renforcer la confiance et de développer des mécanismes permettant aux agriculteurs de bénéficier directement, par des moyens financiers ou autres, de leurs contributions aux données.
  - (d) **Gouvernance** : la propriété et l'accessibilité des données sont apparues comme des questions clés, avec des points de vue divergents sur le ou les acteurs qui

devraient collecter, détenir et partager des données, et sur l'endroit où ces données devraient être stockées.

- (e) **Pertinence** : l'IA et l'IPN doivent pouvoir être adaptées aux contextes et aux besoins locaux, ainsi qu'à l'infrastructure numérique et au niveau de maîtrise locaux.
  - (f) **Duplications** : il existe actuellement de nombreux outils différents impliquant l'IA et l'IPN, ce qui est une source de confusion chez les utilisateurs potentiels. Une plus grande sensibilisation et coordination est nécessaire. L'idée d'un « guichet unique » dans les pays a également été suggérée à plusieurs reprises.
  - (g) **Financement** : même si de nombreuses solutions d'IPN sont open source, leur maintenance et leur mise à jour entraînent des coûts récurrents. Ils dépendent souvent du financement des bailleurs de fonds, ce qui limite leur évolutivité. Par ailleurs, les coûts élevés d'Internet dans de nombreux contextes africains ont été pointés du doigt comme un obstacle majeur à l'accessibilité financière pour les utilisateurs finaux.
4. Le RDUE reste un intérêt clé pour les pays d'Afrique, qui déploient des efforts de taille pour se mettre en conformité avant décembre 2025.
  5. Le gouvernement du Kenya et les associations de producteurs font de l'inclusivité et de la résilience dans le secteur du café une priorité et explorent des solutions numériques conformes aux stratégies agricoles nationales tout en cherchant à relever les principaux défis que sont les répercussions du changement climatique, les maladies des végétaux, les capacités techniques limitées, les coûts de production élevés et le faible engagement des jeunes et des femmes.
  6. Au Kenya, le secteur du café est soutenu par plusieurs plateformes et initiatives clés, dont le système de règlement direct (*Direct Settlement System - DSS*), l'application Kilimo News et le système national d'information sur le café (NCIS). Le pays dispose d'autres systèmes d'information comme le registre des actifs, le registre foncier et le registre des agriculteurs, qui seront entièrement interconnectés avec le NCIS, qui comprend déjà les données du DSS.

## Autres questions

N.A



